

Projet de loi NOME
Explications de vote, groupe SRC, François Brottes_15 juin 2010

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Parce que votre gouvernement a renoncé à se battre au niveau européen pour que la fourniture d'électricité - qui est un bien essentiel de première consommation, de surcroît non stockable - puisse être reconnue comme un service qui accomplit une « mission particulière », comme permet de l'envisager l'article 106 du Traité en vigueur, en conséquence de quoi cela pose clairement une limite à une application débile et impossible aux règles de la concurrence...

Parce que votre gouvernement s'arc-boute sur la transposition d'une directive énergie qui ne prend en compte ni le paquet « climat-énergie » et ses recommandations en matière d'économie d'énergie, ni la spécificité française d'un mix énergétique à nul autre pareil, compte tenu du poids conjugué du nucléaire et de l'hydraulique ...

... VOUS inventez pour l'électricité une usine à gaz qui fera date dans l'imbroglio des solutions introuvables, avec la création en plein vol, je veux dire en séance, d'une nouvelle institution (que personne encore ici ne NOME) qui sera chargée de contractualiser avec les « clients masqués » et néanmoins concurrents d'EDF ...

Après le Régulateur, le Médiateur, voici venu le temps de l'Intermédiaireur, l'opérateur dont on ne sait toujours pas qui il est, et qui sera chargé des oeuvres comparables à celles qui, dans le football (c'est de saison), règle les questions délicatement opaques du « mercato » entre deux saisons.

Pourquoi être équitable quand on peut aggraver les injustices, la précarité énergétique, et la désindustrialisation ?

Un coup vous augmentez l'abonnement, un coup vous augmentez les tarifs de consommation... dans la jungle du « qui perd gagne », investir pour la production, améliorer le transport et la distribution, financer les obligations d'achat pour l'énergie renouvelable ... il y a toujours une bonne raison pour expliquer au consommateur qu'il doit payer plus cher et que même, il a de la chance, car nous serions parmi les pays les moins chers d'Europe! ce qui d'ailleurs est un mensonge puisque 7 pays européens sont moins chers que nous, et si l'on ajoute la Norvège et d'autres continents, au

Canada, en Amérique du sud, en Australie, en Afrique du sud, à Taiwan et j'en passe ... les tentations de délocalisation de nos industries sont nombreuses, alors même que le prix de l'électricité chez nous constituait un atout pour le maintien de l'emploi industriel.

Alors, pourquoi ça augmente, c'est du masochisme? ... non c'est simplement que beaucoup d'opérateurs veulent se nourrir sur la bête et que tout est organisé pour que ce secteur de l'énergie soit en tension, et que cela tire les prix et les profits vers le haut.

En effet, vous avez renoncé à vous battre sur la question de la pointe de consommation qui coûte cher et qui aggrave la pollution, puisque ce n'est plus d'un « accès régulé à la base » dont il s'agit à la sortie de nos débats, mais seulement d'un « accès régulé à l'électricité nucléaire historique », ce que vous avez baptisé l'ARENH, monsieur le rapporteur.

Après la jungle des tarifs illisibles et incompréhensibles, voici l'ARENhE, où les consommateurs devenus gladiateurs devront vendre cher leur peu pour se chauffer et s'éclairer ...

Alors pourquoi faire le cadeau aux Français de la rente nucléaire qu'ils ont acceptée et financée, en leur vendant une électricité moins chère, alors qu'on peut permettre aux concurrents d'EDF d'en profiter et aux consommateurs français de payer les pots cassés en augmentant leur facture?

Cette question, qui comporte en elle-même la manière dont vous y répondez, est à la base même de notre vote négatif sur ce texte, qui de plus, a failli voir privatisée, au détour d'un amendement du président de la « commission du développement des profit durables », la Compagnie Nationale du Rhône (il semblerait que finalement le gouvernement ait choisi d'attendre le passage au Sénat pour commettre cette oeuvre au fil de l'eau de la navette législative).

En conclusion, chers collègues, comme aurait pu l'écrire le poète :

« Sur la lampe qui s'allume, sur la lampe qui s'éteint

Sur les factures qui augmentent

Sur le service public qui recule

j'écris ton NOME

Liberté ... du marché ! »

Si vous en doutiez, je vous le confirme :

Le groupe Socialiste votera contre ce texte qui instaure, à très court terme, une augmentation des tarifs pour tous les consommateurs.